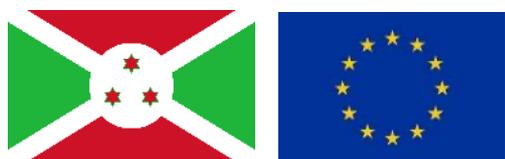


JOURNEE DE LA RESILIENCE

Rapport d'atelier

15 OCTOBRE 2021

*Hôtel Club du Lac Tanganyika,
Bujumbura, BURUNDI*



**PROGRAMME
RÉSILIENCE**



Table des matières

Introduction	3
Cérémonie d'ouverture de la Journée	6
Visite des stands de présentation des projets	8
Présentation du programme et de la Résilience	9
Présentation du concept de Résilience.....	9
Présentation générale du programme Résilience.....	10
Présentation de la composante Tubehoneza	11
Présentation de la composante Twiteho Amagara.....	12
Présentation de la composante Umuco w'Iterambere.....	13
Présentation de la mesure de la Résilience.....	14
Session de questions – réponses	15
Conclusions de la matinée	22
Panel de réflexion	23
Session de questions – réponses	27
Conclusions de la Journée	32
Communication autour de la Journée Résilience	35
Projection du film « La Résilience en Images »	35
Émission radio en direct	35
Échos dans la presse	35
Visibilité	35
Annexes	36
Termes de Référence	36
Agenda.....	39

Introduction

Le programme « Appui à la Résilience des populations du Burundi » (ou programme Résilience) vise à renforcer les capacités des individus, des ménages et des communautés dans lesquelles ils vivent à faire face, à s'adapter et à se relever rapidement après un choc ou un stress.

Le programme Résilience, financé à hauteur de **121 millions d'euros pour la période 2018-2022**, au titre du 11^{ème} Fonds européen de développement a fait l'objet d'une convention de financement qui a été signée entre la Commission européenne et le gouvernement burundais le 20 octobre 2017.

Il est mis en œuvre dans les **18 provinces du pays par 19 consortia regroupant plus de 40 opérateurs sur le terrain** : des Organisations Non-Gouvernementales nationales et internationales, une Agence de coopération d'un État Membre de l'Union européenne, des Agences du système des Nations Unies, et des organisations et associations locales.

L'objectif principal de cette journée était de valoriser l'approche et les acquis du programme Résilience après une année de mise en œuvre conjointe des trois composantes : Développement Rural pour la Nutrition, Santé et Énergie. Pour y parvenir, la Journée Résilience était structurée en trois parties :

1. L'ouverture protocolaire de la Journée ;
2. Une présentation du concept et du programme Résilience, des résultats déjà atteints, des activités en cours de mise en œuvre et de l'évaluation de la capacité de Résilience des ménages ;
3. Un panel de discussion autour de deux questions-clés, sur lesquelles ont débattu l'ensemble des participants.

L'Assistance Technique et le Consortium Communication ont piloté l'organisation de la Journée de la Résilience, qui s'est tenue le 15 octobre 2021 à Bujumbura.

L'évènement a rassemblé **plus de 250 participants**, parmi lesquels :

- Les autorités nationales impliquées dans la mise en œuvre et le suivi des trois programmes sectoriels, en particulier les représentants de la mairie de Bujumbura, du ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS), du ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement (MAECD), du ministère de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines (MINHEM), et du Centre d'Opérations d'Urgences en Santé Publique (COUSP) ;
- Les gouverneurs et conseillers des provinces de Bururi, Kirundo, Muramvya, Rutana, Cankuzo, Mwaro, Bubanza, Rumonge, Ruyigi, Kayanza et Karusi. Ils représentaient les populations bénéficiaires du programme ;
- Les Partenaires Techniques et Financiers intervenant au Burundi dans les secteurs clés de la Résilience, et notamment les Agences du système des Nations Unies, les Agences de Coopération Technique allemande (GIZ) et belge (ENABEL) et l'Ambassade des Pays-Bas ;
- L'ensemble des partenaires de mise en œuvre des trois composantes du programme Résilience ;
- L'Union européenne ;
- L'Université du Burundi ;
- L'Assistance Technique du programme Résilience et l'Assistance Technique Agrinatura au Burundi ;
- La presse.

La liste complète des participants à la journée est disponible ici : <https://www.dropbox.com/sh/uhot467018vfwnk/AABOGem2yJwTA307W07n1Miza?dl=0>

Ce rapport est structuré selon le déroulement de l'évènement, session par session.

L'agenda et les Termes de Référence sont disponibles en annexes.

L'ensemble des présentations projetées pendant la journée sont compilées en un seul document, qui est disponible en suivant ce lien :

<https://www.dropbox.com/sh/uhot467018vfwnk/AABOGem2yJwTA307W07n1Miza?dl=0>

Cérémonie d'ouverture de la **Journée**

La Journée de la Résilience a débuté avec les mots de bienvenue du **Représentant du Maire de Bujumbura**. Dans son allocution, il a rappelé l'importance de la convention signée en 2017 entre la République du Burundi et l'Union européenne et ce, pour tous les Burundais. Il a remercié les différents partenaires pour l'organisation de cet atelier et a souhaité un plein succès à tous les participants mener des travaux fructueux.

L'ambassadeur de l'Union européenne au Burundi s'est réjoui de la présence des représentants des différentes institutions nationales et décentralisées du pays, mais également des Agences du système des Nations Unies, des États Membres de l'Union européenne et des partenaires de mise en œuvre. Il a souligné que le renforcement des capacités de résilience se réfère aujourd'hui davantage à des efforts collectifs plutôt qu'individuels, pour faire face et affronter les chocs mais aussi les peurs du lendemain.

En quelques mots, il a présenté les principaux axes de ce programme multisectoriel, il a rappelé son approche innovante et ses cibles ambitieuses. Il a enfin rappelé que ce programme est parfaitement ancré dans le Plan National de Développement (PND 2018-2027) du Burundi pour améliorer les conditions de vie de sa population.

Le **Représentant du Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement** (MAED), Directeur Général des Relations Multilatérales, a rendu grâce à Dieu de nous maintenir tous en bonne santé et de nous avoir permis d'organiser cette rencontre.

L'approche intersectorielle et intégrée favorise les synergies entre les ministères de tutelle et les opérateurs.

Il a insisté sur la pertinence des trois composantes du programme qui intègrent les priorités du gouvernement, invitant les opérateurs à respecter au mieux la mise en œuvre dans les délais impartis.

Les Burundais attendent beaucoup du programme Résilience. Après avoir remercié la Délégation de l'Union européenne et les partenaires nationaux et internationaux pour leur contribution à l'organisation de cette journée, le Représentant du Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement a déclaré ouverte la Journée de la Résilience.



Photo de famille, réunie autour de l'Ambassadeur Isaïe Kubwayo, Directeur Général des Relations Multilatérales du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement et de l'Ambassadeur de l'Union européenne

Visite des stands de présentation des projets

Les 19 consortia du programme Résilience, comprenant plus de 40 organisations, avaient installé des stands de présentation de leurs projets autour de la salle de conférence. Les stands étaient regroupés par composante sectorielle et ont été tenus par les membres des organisations de mise en œuvre pendant toute la journée.

De nombreux supports de communication et des démonstrations de leurs activités étaient exposés. Après la cérémonie d'ouverture de la journée, la visite des autorités nationales et les différentes délégations a été l'un des points forts de la journée. Chaque consortium a exposé en quelques mots les principaux acquis des projets au Représentant du Maire de Bujumbura, à l'Ambassadeur de l'Union européenne et au Représentant du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement. Quelques démonstrations sur l'eau potable, l'énergie solaire et les différentes solutions de foyers améliorés ont animé les échanges.

Les photos des stands sont disponibles au lien suivant :

<https://www.dropbox.com/sh/uhot467018vfwnk/AABOGem2yJwTA307W07n1Miza?dl=0>

Présentation du programme et de la Résilience

L'agenda de la journée a été présenté par Jérôme BERNARD, chef d'équipe de l'Assistance Technique, laissant ensuite place aux différentes présentations du programme.

Présentation du concept de Résilience

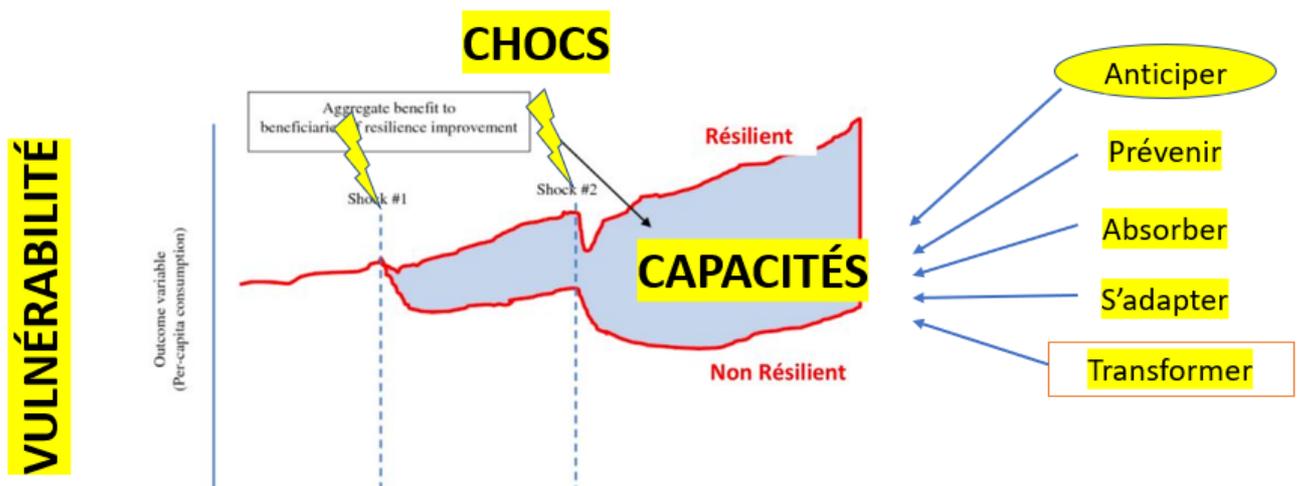
Par Mme
Hélène
BERTON,
Assistante
Technique,
Experte
Internationale
Résilience

L'origine et le concept de la résilience ont d'abord été présentés, en lien avec des exemples concrets sur les nombreux défis auxquels le monde est actuellement confronté.

L'Union européenne définit la Résilience comme « la capacité d'un individu, d'un ménage, d'une communauté, d'un pays ou d'une région à résister, à s'adapter et à se relever rapidement après un choc ou un stress ».

Le Burundi est loin d'être épargné par les chocs, les stress et les crises. Il est donc nécessaire d'apporter une réponse adaptée aux besoins immédiats, tout en s'attaquant aux causes structurelles de la vulnérabilité, et donc de renforcer le lien entre les programmes d'urgence et de développement. Leur mise en œuvre doit donc être simultanée.

Un diagramme synthétique résume la présentation :



Présentation générale du programme Résilience

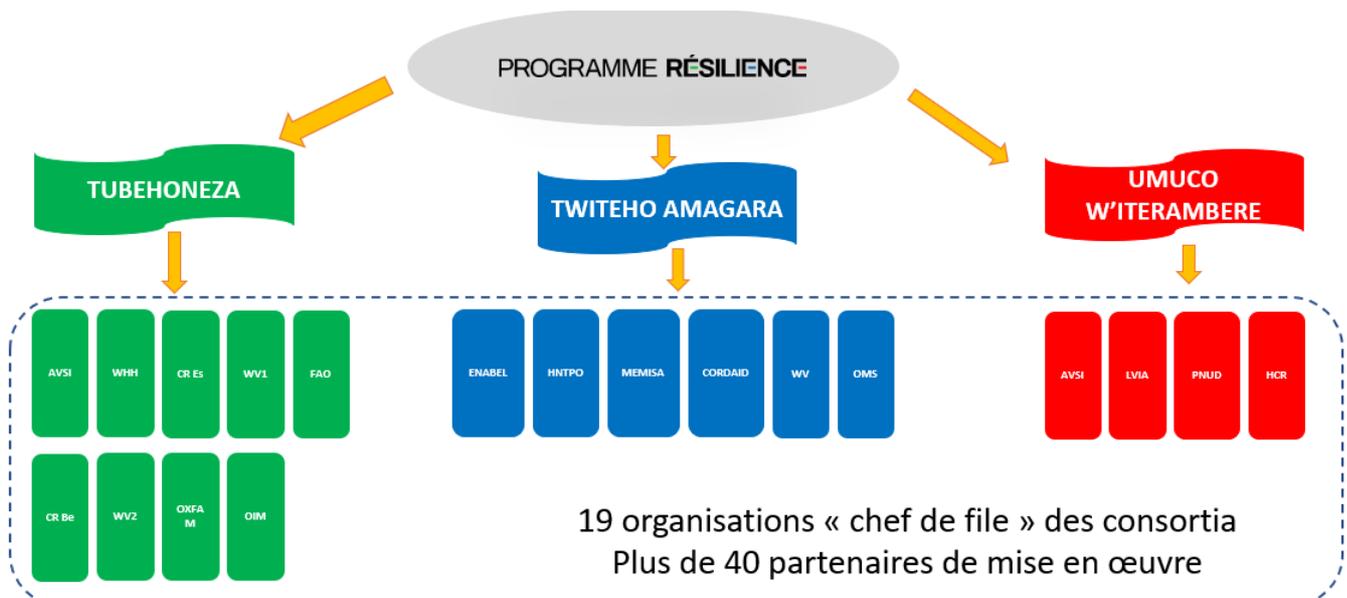
Mr Antonio
CAPONE, Chef
de Coopération
à la Délégation
de l'Union
européenne

Une présentation générale du programme Résilience a suivi, présentant successivement l'objectif général, les objectifs spécifiques, les résultats attendus, les principales composantes et secteurs d'intervention, les thématiques transversales à ces trois composantes, et les différents acteurs qui en assurent la mise en œuvre. La présentation a insisté sur le principal défi rencontré par chacune des composantes.

Le programme Résilience s'inscrit dans la droite ligne des stratégies nationales et est mis en œuvre en étroite collaboration avec les institutions étatiques en place.

Pour conclure, la question suivante a été posée : comment l'Union européenne peut anticiper au mieux la fin du programme et appuyer le gouvernement sur d'autres domaines d'intervention comme par exemple, l'éducation ?

Le diagramme ci-dessous résume les composantes et les partenaires de mise en œuvre du programme Résilience :

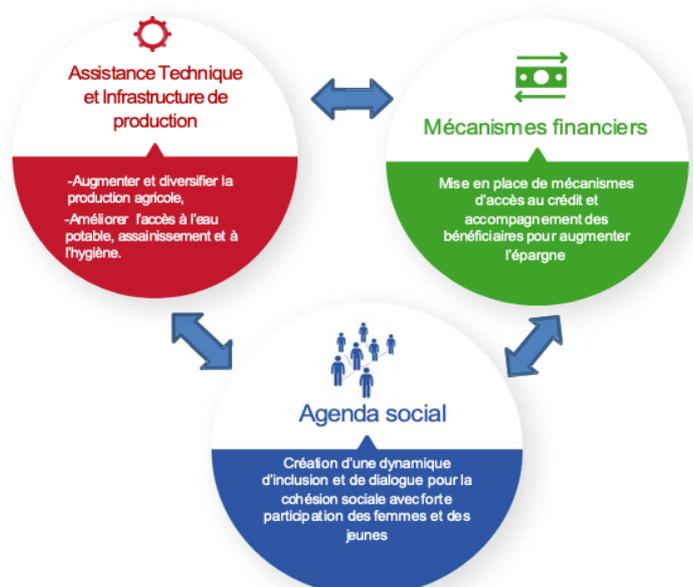


Présentation de la composante Tubehoneza

Frédéric
NTAGUNAMA,
Assistant Technique
pour la
composante
Tubehoneza

L'objectif de la composante Tubehoneza est d'améliorer **la sécurité alimentaire, la nutrition et la prévention des conflits pour 2,45 millions de personnes**, en renforçant durablement leurs moyens de subsistance. L'amélioration de **l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement** pour les ménages, ainsi que **la réduction des risques de catastrophes** viennent compléter cette approche. La cible de cette composante se concentre essentiellement sur les ménages pauvres et très pauvres, qui représentent 60% des bénéficiaires. Le niveau d'exécution de cette composante a été jugé satisfaisant puisqu'il se situe autour de 80%, après deux ans de mise en œuvre. Les nombreux résultats atteints sur les cinq volets clés ont été présentés.

Les principaux défis relevés sont liés à la pérennisation des activités de production semencière, le renforcement nutritionnel des enfants malnutris et la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre. Des exemples de complémentarités avec les autres composantes du programme (santé et énergie) et avec les autres programmes actifs du secteur ont été cités. La composante est structurée selon l'approche des Caisses de Résilience :



Présentation de la composante Twiteho Amagara

*Dr Diallo Nouhou
KONKOURE,
facilitateur inter
consortia pour la
composante
Twiteho
Amagara*

L'objectif de la composante Twiteho Amagara est d'**accroître l'accessibilité et la qualité des services de santé**, au quotidien comme en temps de crise.

Elle couvre le pays dans son ensemble, et cible indirectement plus de 9 millions de personnes, dont environ 2,4 millions de femmes en âge de procréer, et plus de 1,3 million d'enfants de 6 à 59 mois, de jeunes et d'adolescents.

Les nombreux résultats déjà atteints ont été présentés : les achats de véhicules et d'équipements médicaux notamment, ainsi que la formation des prestataires et agents de santé communautaire sur différentes thématiques telles que la chirurgie de district, la santé mentale, la surveillance et la riposte aux maladies infectieuses.

Malgré ces résultats encourageants, les niveaux des principaux indicateurs restent inquiétants, notamment le score de qualité globale des soins, le taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié, le taux de létalité du paludisme. Les besoins sont encore conséquents et les efforts fournis jusqu'à présent doivent être poursuivis.

La composante Twiteho Amagara a des cibles ambitieuses et cible directement les formations sanitaires suivantes :

- 18 **Bureaux Provinciaux de la Santé**
- 47 **Bureaux des Districts Sanitaires**
- 43 **Hôpitaux de district**
- 685 **Centres de Santé, Comités de Santé et Groupements d'Agents de Santé Communautaire**
- 25 **chirurgiens**, 25 **anesthésistes** et 25 **infirmiers de bloc opératoire** (chirurgie)
- 1 **Centre National** + 4 **Centres régionaux** de transfusion sanguine
- **Centres Neuro Psychiatriques** : 1 National et 2 Régionaux en santé mentale
- Un **Centre d'Opérations d'Urgences en Santé Publique**

Présentation de la composante Umuco w'Iterambere

Andréa SOVANI,
facilitateur inter
consortia pour la
composante
Umuco
w'Iterambere

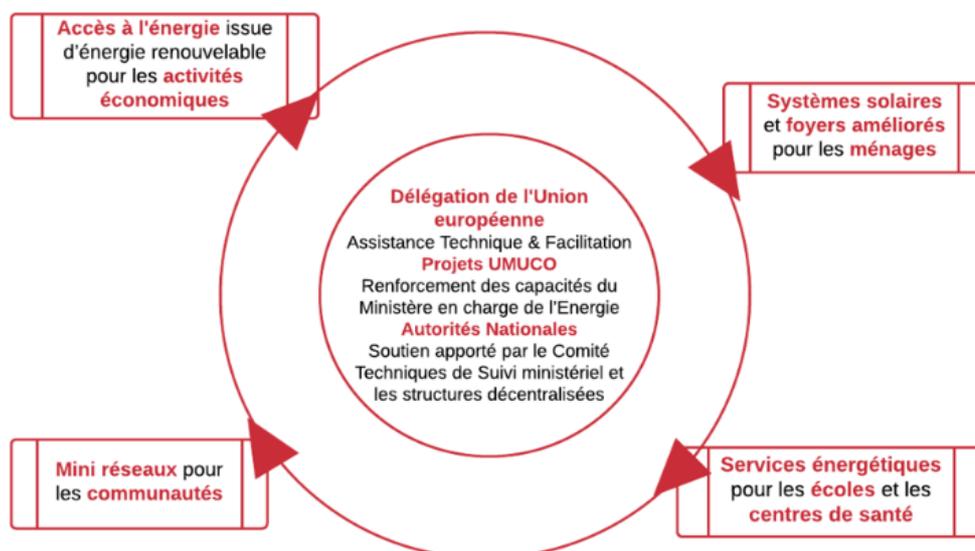
L'objectif de cette composante est de contribuer au renforcement de la résilience des populations en milieu rural et périurbain à travers **l'accès à un service énergétique de base, moderne, efficient et durable**.

Les grands axes et activités ont été présentés. Cette composante cible directement environ 500 000 personnes. Elle a démarré tardivement par rapport aux deux autres, et en plus elle a connu en retard dans le démarrage des activités à cause de la signature tardive des accords de partenariat avec le Ministère en charge de l'énergie.

En plus de la pandémie de la Covid-19, qui a affecté négativement la mise en œuvre de tous les projets, le principal défi rencontré par cette composante est que les populations des zones ciblées se situent en majorité dans les catégories de bénéficiaires à faibles et très faibles revenus, avec une forte proportion de jeunes (moins de 15 ans) qui représentent plus de 46% de la population. Dans ces conditions, ils n'ont pas la capacité financière d'accéder à des sources d'énergie durables, ce qui restreint l'appropriation des solutions proposées par la composante.

Des exemples de complémentarités avec les deux autres composantes et avec d'autres programmes actifs du secteur, notamment le Projet Soleil – Nyakiriza, financé par la Banque Mondiale, ont été mis en avant.

En résumé, le diagramme suivant présente l'approche programmatique mise en œuvre par la composante :



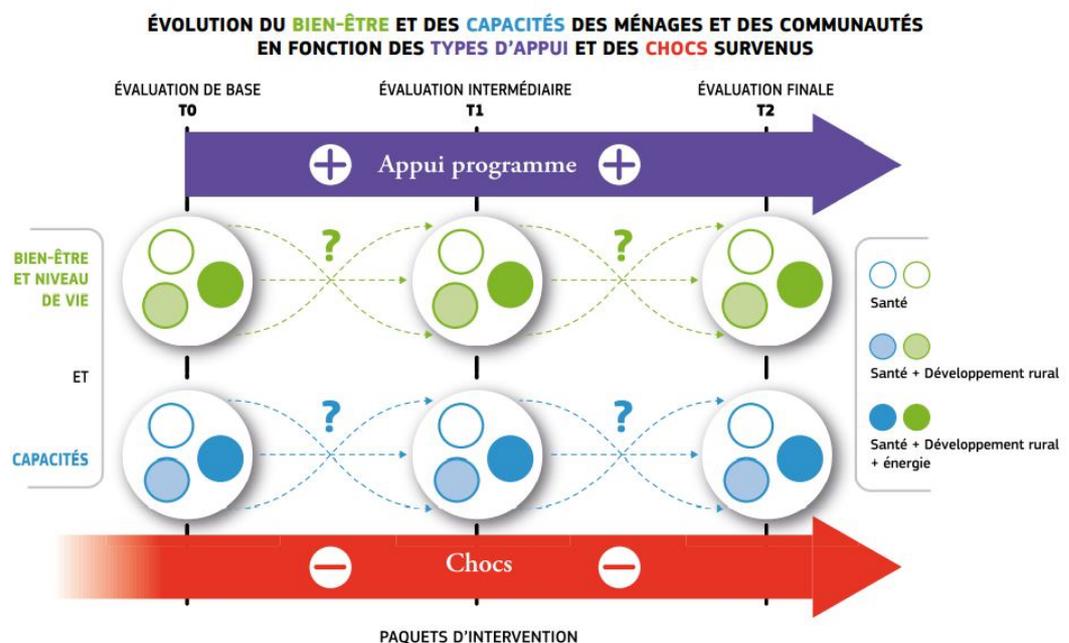
Présentation de la mesure de la Résilience

Par Mme Hélène BERTON,
Assistante Technique,
Experte Internationale Résilience

La présentation sur la mesure de la résilience a montré combien ce concept multifacette était complexe à mesurer car il d'un processus d'adaptation, de reconstruction, face à des événements souvent imprévisibles. Un processus qui s'exprime de façon dynamique donc dans le temps et en fonction des circonstances.

Un travail de recherche est en cours sur une cohorte de ménages et de communautés dans deux zones agro écologiques du pays pour étudier trois paquets d'activités différents. 40 indicateurs clés sont suivis et intégrés dans un indicateur composite, qualifié de « super indicateur ».

Quelques premières tendances se dégagent au sein de deux clusters mais la construction d'un indice de résilience qui synthétiserait plusieurs sous indicateurs du concept, n'a pour l'instant fait l'objet que d'une enquête de « baseline ». Les enquêtes de suivi sont prévues fin 2021 et fin 2022, et permettront de suivre l'évolution des capacités de résilience des ménages, en comparant trois groupes de ménages, en fonction des paquets d'assistance qu'ils reçoivent :



Session de questions – réponses

Une session de questions - réponses animée par le chef d'équipe de l'Assistance Technique, a suivi les présentations de cette première partie. Les principales thématiques abordées par présentation ont été les suivantes :

Questions - réponses sur le programme

Nexus humanitaire-développement *Dans quelle mesure la collaboration entre les organismes humanitaires d'urgences et le programme Résilience existe-t-elle ?*

Bien que les agences humanitaires soient peu représentées dans cet évènement, la collaboration entre les acteurs du développement et de l'urgence est bien réelle. Le dialogue est régulier à travers notamment les réunions sectorielles, ou encore les réunions de coordination organisées par les autorités provinciales.

Pérennité du programme *Quelles sont les mesures prises concernant la pérennité des acquis du Programme Résilience (2018 – 2022) et le plan de désengagement à l'approche de la fin des financements ?*

Appropriation Le Chef de la Coopération de la DUE a indiqué que l'appropriation des acquis par les bénéficiaires était visible et ce, grâce au travail des consortia et à leur collaboration avec les autorités décentralisées durant tout le projet. D'où cet espoir de pérennité des acquis, même si toutes les ressources ne sont pas toujours disponibles à temps.

Il a indiqué qu'il était sensible aux problèmes de financement des politiques nationales, mais que le principe même de résilience impliquait que les acteurs se prennent en main, et au premier titre le gouvernement. Le programme donne des exemples de bonnes pratiques à répliquer à tous les niveaux mais ne peut pas répondre à tous les besoins.

*Politique
d'accompa-
gnement*

L'exemple des mini réseaux a été donné : le coût de production de l'énergie est trop élevé, si l'État mettait en place des politiques appropriées, la mutualisation des coûts permettrait une diminution des prix. De même, la digitalisation est sous-financée, et il s'agit de comprendre pourquoi. L'entretien et la durabilité des équipements ne semble pas pouvoir être assurés pour le moment.

*Stratégie de
sortie*

Enfin, concernant la stratégie de sortie, des activités sont spécifiquement prévues dans ce sens. C'est au centre des réflexions de toutes les parties prenantes depuis le démarrage du programme.

**Appui
institutionnel**

*Le programme a été élaboré dans le cadre des restrictions d'appui institutionnel.
Dans quelle mesure les organes de régulation ont donc été pris en compte ?*

La collaboration avec les autorités est plutôt bonne en général, comme en témoigne la participation à cette journée. Pour certains secteurs, elle est plus complexe mais les efforts sont toujours déployés pour les impliquer autant que possible.

Efficienc

Les résultats obtenus semblent satisfaisants, mais qu'en est-il de l'efficience ? Quel est le ratio entre les résultats et les budgets dépensés ?

Tous les projets sont régulièrement évalués à mi-parcours et feront l'objet d'évaluations finales. Elles permettent d'apporter des mesures correctives en cas de besoin et d'évaluer cette efficience. Les rapports d'évaluation sont disponibles pour chaque projet et permettent d'identifier les activités qui ont un meilleur rapport coût-efficacité et pour lesquelles une mise à l'échelle est envisageable.

Questions - réponses sur la mesure de la Résilience

Lien entre la mesure et les enquêtes nationales

Quel est le lien entre la mesure de la résilience et les résultats des Enquêtes Démographiques et de Santé (EDS) menées tous les 5 ans ? Quelle est sa plus-value ? Existe-t-il déjà des projections de la mesure pour 2022 ?

Les résultats des EDS ont été utilisés lors de la revue bibliographique qui a précédé le travail de recherche mais la mesure de la résilience est moins détaillée que les résultats EDS et surtout la finalité est très différente.

La mesure de la résilience étudie le lien entre les activités du programme et la Résilience au niveau des ménages, l'approche est multisectorielle, elle concerne la santé mais aussi l'économie des ménages par exemple.

La mesure de la résilience est complexe et les résultats pour 2021 ne sont pas encore disponibles. Il est donc difficile de faire des projections à moyen terme.

Les enquêtes EDS sont trop peu fréquentes pour permettre un suivi de l'impact du programme Résilience. C'est pour cela que le programme s'est doté de ce système de suivi innovant.

Questions - réponses sur la Composante Tubehoneza

Réduction des risques de catastrophes

Le Gouverneur de la Province de Kirundo a témoigné de l'efficacité du travail mené par certains consortia dans sa province, OIM et OXFAM notamment. Une cartographie des risques et des plans d'action ont été élaborés conjointement avec les autorités locales afin de mobiliser rapidement les ressources en cas de catastrophe.

Ces documents seraient nécessaires pour chaque province, puisque les facteurs de vulnérabilité sont différents d'une province à l'autre. Les acteurs locaux ont besoin de ces orientations pour réagir de manière efficace et coordonnée.

Les consortia OIM et OXFAM prévoient en effet une couverture nationale avec des plans adaptés pour chaque province.

Malnutrition

Quels sont les impacts réels de la composante sur la malnutrition ? A Bujumbura rural, les taux de malnutrition sont encore très inquiétants.

Une autorité administrative de Bujumbura a fait part de son inquiétude concernant la situation de la malnutrition dans cette province. Il a été indiqué que le programme Résilience n'intervenait pas dans la province de Bujumbura Rural.

Là où le programme intervient, la situation s'est légèrement améliorée par rapport à la situation de base établie au démarrage du programme. Même si l'attribution reste difficile, il est admis que ceci est dû aux activités de sensibilisation, de formation, de dépistage et de prise en charge des enfants malnutris. Les activités du programme s'inscrivent par ailleurs dans le cadre établi par le Programme national PRONIANUT, qui couvre l'ensemble du pays.

Questions - réponses sur la Composante Twiteho Amagara

Ciblage des besoins

Quelle réponse est apportée face à l'insuffisance importante des morgues ou leur trop faible capacité dans les hôpitaux de l'intérieur du pays ? Les ambulances sont, elles aussi, insuffisantes et inégalement réparties.

Tous les projets ont été élaborés avec l'implication des services sanitaires du niveau décentralisé, dont les responsables peuvent avoir changé aujourd'hui. A la date de l'évaluation des besoins, ces derniers ont sans doute priorisé d'autres investissements que ceux pointés par cette question aujourd'hui (morgue et ambulances) et ce, aussi en fonction de l'enveloppe budgétaire disponible. Concernant les infrastructures, le Programme n'avait pas pour vocation de le construire mais seulement de les réhabiliter. Les besoins du pays sont importants et évoluent, un programme de trois ans financé par la coopération ne peut pas y répondre seul.

Santé mentale

Les activités en santé mentale sont encore trop peu développées au Burundi, quelle réponse pouvez-vous apporter ?

La santé mentale est intégrée dans le plan stratégique intégré de lutte contre les maladies chroniques pour la période 2019-2023. Pour ce faire, des Directives Nationales pour l'intégration des soins de santé mentale dans le système de santé ont été élaborées et validées entre octobre 2019 et janvier 2020.

L'existence de trois centres neuropsychiatriques dans le pays, et les réflexions en cours sur les traitements psychotropes, bien que toujours onéreux, témoignent d'avancées significatives dans ce domaine. Le manque d'activités en santé mentale est cependant un problème soulevé dans de nombreuses provinces, à la fois par les services décentralisés et par les partenaires de mise en œuvre de la composante Twiteho Amagara.

Digitalisation *Le manque de coordination et de financement des activités de Digitalisation met en péril la pérennisation des outils mis en place. Quelle réponse pouvez-vous apporter ?*

Différents cadres de concertation existent selon les activités des projets pour le partage de l'information et l'implication des parties prenantes.

Un mécanisme de coordination sur la Digitalisation a récemment été mis en place. Une meilleure représentativité des autorités nationales serait souhaitable et permettrait la transmission des informations à tous les niveaux.

Le financement est effectivement insuffisant, mais il a été rappelé que le financement de toute activité nécessite au préalable une réflexion conjointe sur sa durabilité. Il serait plus opportun de se poser la question de savoir dans quelle mesure les acteurs locaux, et en premier lieu le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA, auront les moyens d'entretenir ces équipements.

Questions - réponses sur la Composante Umuco w'Iterambere

Centrales hydro électriques *Un projet de centrale hydroélectrique est déjà en cours au Burundi, n'est-ce pas en conflit avec les énergies solaires que vous développez et que nous n'avons pas les moyens de faire perdurer ? Pourquoi ne pas renforcer plutôt les projets hydroélectriques ?*

Les projets de la composante Umuco w'Iterambere sont conçus pour apporter des solutions électriques durables uniquement dans des zones hors du réseau existant. Ces activités elles sont complémentaires des projets hydroélectriques, qui visent à produire de l'électricité pour approvisionner le réseau existant.

Tout autre besoin, comme celui de la production d'électricité via l'énergie solaire dans des zones retirées non électrifiées, reste une décision de l'État qui doit être partagée avec les bailleurs de fonds lors de l'élaboration des projets.

Pérennité de la composante *Quels sont les résultats et les stratégies de pérennisation de la composante énergie qui a débuté plus tardivement ? A Kirundo, les activités n'ont toujours pas démarré alors que les financements s'arrêtent en 2022.*

Partenariat public - privé L'objectif de cette composante est de créer un marché de l'énergie durable, moderne et innovant, dans un pays où la production électrique est très faible, comparée aux besoins.

Le processus de mise en place est long, puisqu'il implique des acteurs des secteurs public et privé. Ces derniers sont externes à la composante, et leur appropriation de l'approche prend du temps. Néanmoins, leur implication est primordiale pour assurer la qualité et la durabilité du projet.

Implication de l'État

Le projet dépend en grande partie de l'implication de l'Etat dans les politiques publiques (tarification des mini réseaux d'électricité par exemple) mais aussi dans l'entretien et la maintenance des outils mis à disposition.

Des résultats positifs ont déjà été enregistrés, notamment pour l'électrification des écoles et des centres de santé, l'installation des adductions d'eau et la diffusion des foyers améliorés.

Conclusions de la matinée

Les points saillants à retenir de la matinée furent les suivants :

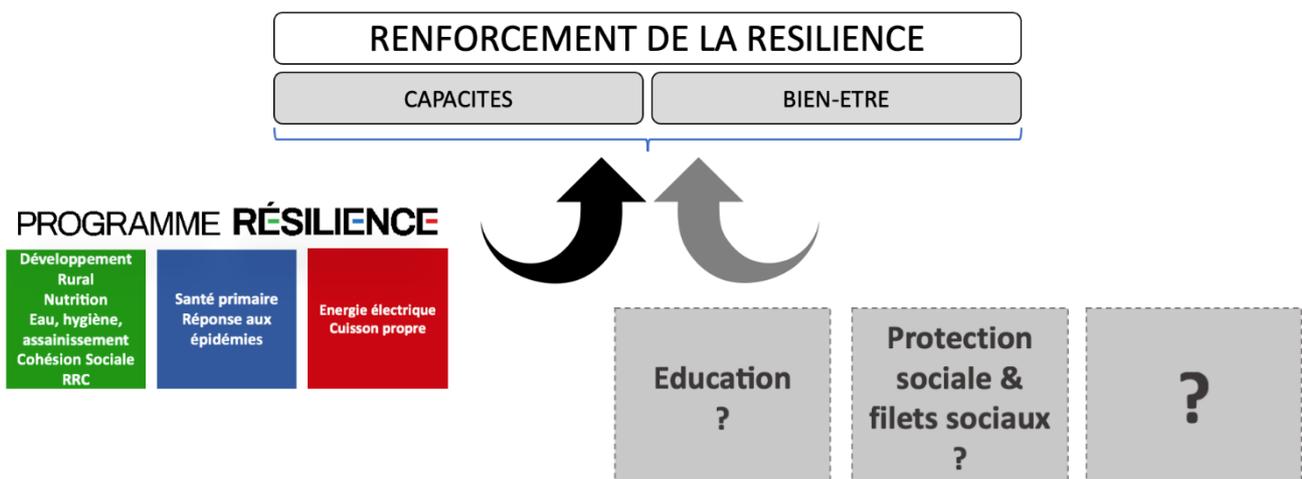
1. Le renforcement des capacités de résilience des ménages et des communautés nécessite une **approche qui prend en compte les différents facteurs de fragilité**. Ces facteurs sont multiples et ne dépendent pas d'un seul secteur, tel que définis par les institutions nationales et les organisations internationales. Pour répondre simultanément à ces fragilités, il apparaît qu'un ensemble de secteurs doivent travailler ensemble et simultanément auprès des mêmes ménages et communautés. Cet aspect est débattu plus en profondeur pendant le panel de l'après-midi ;
2. L'approche développée doit être **mise en œuvre sur le long terme**, et doit se focaliser sur la **recherche de solutions durables** aux problèmes que rencontrent les ménages. Sans stratégie de sortie initiée dès le début, les acquis s'effondreront dès que la mise en œuvre du programme Résilience sera terminée. La durabilité passe obligatoirement par l'intégration d'activités efficaces dans des politiques nationales réalistes et correctement financées, premièrement par le budget de l'État.

Panel de réflexion

Cinq représentants des acteurs du programme Résilience ont été invités au panel de réflexion sur l'approche multisectorielle de la résilience.

Le débat a été précédé par une courte présentation des contraintes rencontrées par le programme Résilience, des impacts déjà mesurables sur la prévalence de la malnutrition chronique et sur l'augmentation du capital productif des ménages, et sur la perception des facteurs de la résilience par les ménages eux-mêmes. Cette présentation a permis d'amener deux questions essentielles, auxquelles les panélistes ont été invités à répondre ou à se prononcer :

1. Tous les acteurs présents aujourd'hui, reconnaissent-ils la valeur ajoutée de l'approche multisectorielle pour le renforcement de la Résilience, et considèrent-ils qu'il soit important de travailler ensemble pour favoriser cette coordination ?
2. En plus des trois secteurs composant le programme Résilience dans sa forme actuelle, quels autres secteurs sociaux de base devraient être inclus dans l'approche multisectorielle pour contribuer à augmenter les capacités et le bien-être des ménages et des communautés burundaises ?



Panéliste 1 :
**Mr Antonio
CAPONE,**
**Chef de
Coopération
de la
Délégation de
l'Union
européenne**

Le Chef de Coopération a fait état des résultats prometteurs déjà obtenus par le programme dans le contexte difficile du Burundi. L'approche multisectorielle a permis de mettre en valeur les synergies entre les différents secteurs. D'autres secteurs pourraient effectivement être complémentaires, par exemple **l'éducation et la protection sociale**. L'Union européenne reste à l'écoute des besoins. Mais les autorités de leur côté se doivent aussi de créer les conditions pour améliorer le contexte de mise en œuvre des projets. Les investissements ont été importants en matière de Santé et d'Énergie, et ils doivent perdurer.

Panéliste 2 :
**Col. Léonidas
BANDENZA-
MASO ;**
**Gouverneur de
la province de
Bururi**

Les thématiques abordées dans le programme sont très intéressantes et témoignent de la conjugaison des efforts des différents acteurs engagés. Il a pris en exemple les actions clés du programme, en insistant sur le renforcement des plateformes existantes pour agir dans les meilleurs délais en cas de catastrophe, les activités de prévention et de prise en charge de la malnutrition, et le renforcement du système de santé aux niveaux de la province et des districts sanitaires. Une thématique additionnelle importante serait celle de **l'éducation**. Le programme d'UNICEF « *Back to School* » a été cité en exemple, il a vocation à ramener les enfants, notamment les filles à l'école grâce à des kits scolaires. Si le niveau d'éducation n'est pas amélioré dans le pays, l'aide sera gaspillée. La **protection sociale** est également primordiale. Il faudrait encourager les communautés et leur donner les moyens de se faire soigner grâce à des mutuelles leur permettant d'accéder à une meilleure offre de santé. Enfin, l'augmentation de la **production agricole** pourrait permettre l'amélioration des conditions générales des populations. Tous les partenaires doivent collaborer pour identifier les solutions ensemble.

Panéliste 3 :
**Dr Pierre
MINANI ;
Directeur
Général de la
Planification au
MSPLS**

La santé signifie l'absence de maladies mais elle intègre aussi le bien-être physique, mental et social. C'est là toute l'importance de la **complémentarité** avec les deux autres composantes du programme. Tubehoneza aide à promouvoir la bonne santé grâce à une nourriture suffisante et de qualité, grâce à l'accès à l'eau potable, à une meilleure hygiène et assainissement. Umuco w'Iterambere fournit l'énergie, et par cela permet d'améliorer la chaîne du froid dans les centres de santé, et donc indirectement d'augmenter la couverture vaccinale. Dans ce sens, il a conclu sur la pertinence de l'approche multisectorielle adoptée par le programme Résilience.

Panéliste 4 :
**Mr Jérémie
SINZINKAYO ;
Chef du Service
de Régulation
de l'Énergie au
MINHEM**

L'énergie est le catalyseur du développement social et économique, elle est nécessaire pour toute activité productive et donc pour sortir de la pauvreté. Les stratégies mises en œuvre par le MINHEM et par les projets de la composante Umuco w'Iterambere s'alignent avec les orientations stratégiques du Plan National de Développement. Ils visent les mêmes cibles et les mêmes objectifs, à savoir : la promotion des énergies renouvelables, la réduction du bois énergie, et l'utilisation de la biomasse en milieux urbain et rural. Il a fait référence à un discours du Président de la République, dans lequel il indiquait qu'en 2025, chaque colline devrait avoir accès à l'énergie propre. Il salue donc les différents secteurs ciblés par le programme Résilience, en particulier celui de l'énergie.

Panéliste 5 :
**Mr Abou El
Mahassine
FASSI-FIHRI ;
Représentant
d'ENABEL au
Burundi, au**

Le *Policy Advisory Group* (PAG) est la plateforme des Partenaires Techniques et Financiers pour la coordination de la coopération et de l'aide, créée en 2015. Elle regroupe les acteurs majeurs de la coopération, dont les Agences du système des Nations Unies (dont le PNUD, OCHA, etc.), la Banque Africaine de Développement, la

nom du Policy Advisory Group (PAG) Banque Mondiale, l'Union européenne, les Agences Bilatérales de Coopération, etc..

Le PAG assure la coordination avec le Gouvernement. ENABEL, la Banque Mondiale et le PNUD assurent le Secrétariat du groupe.

Depuis 2019, la résilience est au cœur des réflexions du PAG. Les chocs politiques et catastrophes naturelles sont de plus en plus récurrents, l'approche multisectorielle n'est donc pas nouvelle et elle est effectivement pertinente. Elle rencontre beaucoup de contraintes opérationnelles, liée notamment au nombre important et à la diversité des intervenants.

Le PAG a proposé d'appliquer l'outil **InfoRM** au Burundi, qui permettra d'avoir une compréhension commune des risques auxquels font face les communautés. InfoRM est une manière de mesurer les risques de crises humanitaires et de mieux les préparer, les prévenir et les atténuer.

L'outil InfoRM étudie trois dimensions de la résilience :

- Le niveau d'exposition aux chocs par province ;
- La situation de vulnérabilité socio-économique par province ;
- La capacité de réponse des provinces à ces chocs.

Ces trois dimensions permettent d'établir un score global de vulnérabilité et il peut se décliner au niveau provincial. Ces scores ont été évalués en 2019 et en 2020, et une mise à jour est prévue en 2021 sur les 65 indicateurs qui les composent. Les participants intéressés par cet outil ont été invités à contacter la section Réduction des Risques de Catastrophes du PNUD, qui pilote ce travail.

Le PAG prévoit d'utiliser un outil de mesure des investissements financiers de chaque partenaire, pour chacun des risques auxquels fait face le pays, pour une meilleure harmonisation de l'aide : le **Risk Investment Tracker**.

Enfin, l'**Indice Résilience**, en cours de développement par l'*International Cooperative Alliance*, a également été mentionné.

La prise en compte par tous les acteurs du Plan National de Développement, du futur Plan National de Consolidation de la Paix, ainsi que de ces trois outils de mesure permettrait d'harmoniser les actions. La coordination serait facilitée au niveau technique, sous la direction du gouvernement.

Enfin, la mise en place d'un organe de suivi pour le renforcement de la résilience permettrait d'accroître la redevabilité des actions.

Session de questions – réponses

Rémunération des activités génératrices de revenus

Les ménages appuyés par la composante Umuco w'Iterambere produisent des foyers améliorés et arrivent à dégager une marge nette de 150 BIF par foyer, soit moins de 10 centimes d'euro. Cette somme est dérisoire au regard du travail fourni. L'Union européenne a été interpellée sur la rentabilité des microentreprises, alors que l'appui à l'entrepreneuriat est indispensable pour augmenter les revenus des ménages.

Le Chef de Coopération de l'Union européenne a approuvé le fait que la rémunération proposée est trop faible pour vivre dignement. Il n'est pas concevable que des personnes actives restent en dessous du seuil de pauvreté.

Avec l'appui de l'Union européenne si nécessaire, l'Etat doit proposer un cadre législatif pour les activités génératrices de revenus, en proposant un salaire minimum en phase avec la réalité du marché.

Les acteurs du public et du privé doivent travailler ensemble pour développer l'entrepreneuriat, et en particulier auprès des jeunes.

Éducation et démographie

La problématique de la démographie, en lien avec celle du niveau et de la qualité de l'éducation a été abordée. Au Burundi, le nombre d'élèves par classe est beaucoup trop élevé pour assurer une éducation de qualité à tous. Un participant a souligné que le problème devait être pris à la source, par la mise en place d'une politique de planning familial et la mise en œuvre d'un plan d'action adapté à la réalité socioculturelle du pays.

Le Directeur Général de la Planification au MSPLS a approuvé le fait que la maîtrise de la croissance démographique était effectivement importante.

Au niveau de la santé, les interventions se concentrent sur la contraception, le développement des infrastructures et des moyens médicaux néonataux, ainsi que la

sensibilisation pour le changement de comportement des familles.

Il a indiqué que l'Indice de fécondité avait légèrement diminué, il est récemment passé de 6 à 5 enfants par femme. Il appelle toutefois tous les acteurs, notamment les autorités administratives, à diffuser ces messages.

Sur l'éducation, **l'enseignement supérieur** a été évoqué comme un champ délaissé des Partenaires Techniques et Financiers, bien que crucial pour le pays.

Le **sport** et le développement des **compétences psychosociales** sont également complémentaires de la Résilience. La jeunesse, qui représente plus de la moitié de la population, doit être au cœur des préoccupations, de même que la préservation des traditions artistiques et culturelles.

Protection sociale

La protection sociale est un secteur sur lequel intervient la composante Twiteho Amagara. Des **mutuelles de santé** sont offertes avec une bonne couverture géographique, bien que largement insuffisantes au regard de la démographie.

Le Directeur Général de la Planification au MSPLS a indiqué que beaucoup d'efforts avaient été entrepris pour offrir une couverture universelle, via notamment le mécanisme de financement basé sur la performance permettant une prise en charge minimale des populations.

On peut se féliciter des bonnes avancées en matière de couverture universelle mais ils restent effectivement insuffisants. Le ministère de la Solidarité devrait être impliqué dans tous les projets liés à cette couverture universelle. La priorité a d'abord été donnée à la couverture géographique, les efforts doivent à présents se concentrer sur l'accessibilité financière et la mutualisation des risques.

**Bonne
gouvernance
et secteur
privé**

Le développement d'un pays repose sur trois piliers : (1) la bonne gouvernance (2) la société civile, dans lequel s'inscrit le programme Résilience et (3) le secteur privé.

Au Burundi, il semble que les piliers 1 et 3 ne soient pas assez soutenus. Un participant a appelé ce que l'appui institutionnel puisse reprendre au Burundi.

La politique sectorielle est victorieuse, mais s'il n'y a pas de bonne gouvernance, les efforts entrepris dans les programmes de coopération seront vains.

**Cohésion
sociale, paix
et sécurité**

Les problématiques de paix et de sécurité sont incluses dans le programme Résilience, à travers des activités de sensibilisation et de renforcement de la cohésion sociale. La consolidation de la paix est transversale et essentielle.

Le Représentant d'ENABEL au Burundi a indiqué qu'il y a 20 ans, 80% des crises étaient issues de causes naturelles, à la suite de catastrophes. Aujourd'hui, la tendance c'est inversé : 80% des crises sont liées à des causes humaines, des conflits politiques, économiques, etc. C'est donc un secteur qu'il faut toujours renforcer dans les projets de résilience.

**Prochaines
rencontres**

Une **Journée des Partenaires** sera organisée d'ici la fin de l'année 2021. Ce sera l'occasion de faire de bilan de quatre ans de mise en œuvre du Plan National de Développement et d'échanger sur l'efficacité et l'efficacité de l'aide.

Un **Forum du Développement** sera également organisé par la Présidence de la République. La date de cet événement n'a pas encore été communiquée.

**Autres
thématiques
abordées**

D'autres thématiques ont été abordées au cours des échanges avec les panélistes, bien qu'au-delà des : la nécessité de développer les **compétences des ressources humaines** dans tous les secteurs ; la disponibilité des **infrastructures** ; le délaissement par les Partenaires Techniques et Financiers du secteur de la **pêche** ; une meilleure coordination autour des activités **d'irrigation collinaire** pour faire face aux aléas climatiques ; ou encore la nécessité d'associer les projets d'adduction au niveau des écoles et des centres de santé pour faire face manque d'eau potable dans les structures sociales de base.

En résumé, les réponses suivantes aux deux questions soulevées en début de session, ont été apportées par les panélistes et enrichies par les contributions nombreuses des participants :

1. **Tous les acteurs s'accordent sur la nécessité de mettre en œuvre une approche multisectorielle pour renforcer la résilience.** Cela implique une **coordination efficace à tous les niveaux**, ce qui n'est pas encore le cas. De gros efforts devront être faits en ce sens, même si tous les acteurs ont exprimé leur volonté de participer aux cadres adaptés.
2. Les réponses concernant l'inclusion des autres services sociaux de base dans le programme Résilience sont plus mitigées. Certains participants et certains panélistes ont énuméré les secteurs qui devraient être intégrés, tels que **l'éducation**, la **protection sociale** (incluant les mutuelles de santé), la **formation professionnelle**, **l'enseignement supérieur**, la **jeunesse** et la **bonne gouvernance** (au sens large, et qui devra encore être précisée). D'autres participants ont souligné la complexité du programme Résilience dans sa forme actuelle, en indiquant qu'il serait certainement souhaitable de **consolider le travail fait sur les secteurs du Développement Rural, de**

la Santé et de l'Énergie, avant d'entamer un travail similaire avec les autres secteurs. De manière générale, l'ancrage institutionnel du programme Résilience actuel reste perfectible. **L'institutionnalisation des éléments positifs du programme Résilience dans les politiques et les plans d'action nationaux sectoriels reste pourtant une condition indispensable à la durabilité des initiatives lancées actuellement.**

Conclusions de la Journée

Les conclusions de l'atelier ont été présentées par Jérôme BERNARD, chef d'équipe de l'Assistance Technique :

1. Après un an de mise en œuvre conjointe de ses trois composantes, **les résultats atteints à ce jour par le programme Résilience sont encourageants et prometteurs**. Malgré les défis rencontrés liés au nombre d'acteurs impliqués et à des plans de mise en œuvre de chaque composante, qui ont été décalés dans le temps, les premières tendances observées d'évolution d'indicateurs d'impact et d'effets sont positives et méritent de continuer les efforts entrepris.
2. La Journée de la Résilience a mis en évidence la valeur ajoutée d'une approche qui apporte un paquet multisectoriel d'activités aux **ménages pauvres ou très pauvres en majorité**. Il est nécessaire de prévoir un accompagnement individualisé pour venir en appui aux trajectoires de chacun des ménages, plutôt que d'imposer des paquets d'activités communs et qui ne reflètent pas la diversité des parcours individuels et des capacités différentes de chaque ménage. Les ménages pauvres doivent être les moteurs de leur propre développement, avec le soutien des autorités. Sans cela, toutes les initiatives sont vouées à l'échec.
3. L'**approche multisectorielle** apporte aux communautés et aux ménages des appuis sur plusieurs aspects de leur vie. Ils visent à répondre à leurs besoins immédiats, tout en renforçant leurs capacités à gérer l'avenir et ses aléas. Toutefois, dans la pratique, la « multisectorialité » n'est pas toujours mise en œuvre de façon effective et certains ménages ne reçoivent qu'une partie du paquet d'intervention complet, pour une raison de coût et de couverture géographique.
4. La présence des différents acteurs, la participation active et les contributions intéressantes de tous aux travaux de cette Journée de la Résilience, démontrent **la volonté de tous les acteurs de travailler ensemble**. Nous avons été témoins d'un élan puissant entre les acteurs

du développement, et en premier lieu le gouvernement du Burundi, pour coordonner les efforts dans un but unique.

5. De **nombreuses opportunités sont à notre disposition pour poursuivre cet ambitieux chantier**, qui sont données par la programmation de l'Union européenne et de ses États Membres de l'UE. Le Gouvernement du Burundi est prêt à continuer à insuffler les dynamiques pour encadrer ces opportunités. Il existe aujourd'hui une volonté de tous les Partenaires Techniques et Financiers de continuer à travailler après 2022 sur le renforcement de la résilience et l'accès de tous les Burundais à des services sociaux de qualité.
6. Il est donc crucial de **documenter les bonnes et les moins bonnes expériences et pratiques** qui ont été observées pendant la mise en œuvre du programme Résilience. Il faut profiter du programme Résilience pour ne pas refaire les mêmes erreurs dans le futur, et garder en tête le rapport coût/efficacité de chaque activité. Cette documentation doit enrichir les politiques nationales sectorielles et leurs plans d'action.
7. L'implication continue au cours du programme Résilience **d'organismes de recherche et d'Universités** permet d'améliorer l'apprentissage et la compréhension des approches efficaces. Ceci permet de savoir ce qui a un bon impact pour un coût acceptable. En ce sens, l'Université du Burundi est un acteur clé du programme Résilience et elle pourra s'engager dans des partenariats de recherche avec des universités et centres de recherche travaillant sur la résilience dans d'autres pays d'Afrique.
8. Le renforcement de la résilience des ménages et des communautés burundaises ne sera pas un processus à court-terme. **Les actions doivent être continues sur une durée de 5 à 10 ans**. Cette durée, indicative à ce stade, doit être considérée comme un minimum pour pérenniser les activités et mettre fin à une logique d'assistanat qui ne résout rien.
9. Les participants reconnaissent que le programme Résilience est déjà extrêmement complexe dans sa forme actuelle, tant par la diversité des acteurs, des zones géographiques couvertes, que les activités et les partenariats mis en œuvre. L'effort prioritaire devrait se concentrer sur la **consolidation des acquis, institutionnaliser les activités au sein de**

politiques et de programmes nationaux, sous le « leadership » du Gouvernement du Burundi.

10. Les différentes présentations et le panel ont mis en évidence l'importance de la **coordination des activités du programme Résilience avec les ministères sectoriels de tutelle**, notamment au sein de comités de pilotage ou de comités de suivi. Il ressort également que les cadres de coordination existants doivent être réutilisés. Ils doivent être dynamiques aussi bien au niveau central que dans les provinces. La création de nouveaux cadres de coordination exogènes n'est pas durable et doit être évitée.
11. Des **opportunités de dialogue politique et stratégique, entre les Partenaires Techniques et Financiers et le Gouvernement du Burundi, existent et elles doivent être pleinement exploitées**. A titre d'exemple et dans les prochains mois, la Journée des Partenaires et le Forum du Développement sont des occasions à ne pas manquer, pour des investissements complémentaires et coordonnés visant à réduire la pauvreté et renforcer les capacités des ménages et des communautés à faire face aux chocs.
12. Enfin, **le renforcement de la résilience est l'affaire de tous**. Si nous nous sommes réunis aujourd'hui pour la Journée de la Résilience, c'est pour confirmer notre engagement à améliorer les conditions de vie des Burundais, qui sont dans une situation difficile et qui souffrent. Aujourd'hui, un enfant burundais sur deux reste malnutri, et nous refusons collectivement d'accepter cette situation.

M. Antonio CAPONE, Chef de Coopération à la Délégation de l'UE a clôturé la Journée de la Résilience en rappelant que les acquis du programme sont le fruit d'un travail intense, et ces efforts ne doivent pas se relâcher. Il a précisé que les autres dimensions de la résilience comme la bonne gouvernance, l'éducation et la protection sociale doivent également être renforcées.

Il a finalement remercié tous les participants pour leurs contributions aux réflexions sur le programme Résilience.

Communication autour de la Journée Résilience

Projection du film « La Résilience en Images »

L'après-midi a débuté par un film sur le programme Résilience et ses trois composantes, tourné dans la province de Kayanza.

Émission radio en direct

Une émission « talk-show » a été menée simultanément par plusieurs médias du pays avec des interviews des Assistants Techniques du Programme résilience. Il s'agissait d'informer en direct la population des contours de la Journée de la Résilience et des principaux acquis du programme.

Échos dans la presse

Les articles sur la Journée de la Résilience et parus dans la presse nationale sont disponibles ici :

<https://www.dropbox.com/sh/uhot467018vfwnk/AABOGem2yJwTA307W07n1Miza?dl=0>

Visibilité

Les supports de visibilité utilisés pendant l'atelier sont disponibles ici :

<https://www.dropbox.com/sh/uhot467018vfwnk/AABOGem2yJwTA307W07n1Miza?dl=0>

Annexes

Termes de Référence

Journée de la Résilience

1. Contexte

Le programme d'« *Appui à la Résilience des populations du Burundi* » (Programme Résilience) vise à renforcer les capacités des bénéficiaires et des communautés à faire face, à s'adapter et à se relever rapidement après un choc ou un stress.

Le Programme Résilience, financé à hauteur de 121 millions d'euros pour la période 2018-2022, au titre du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED) a fait l'objet d'une Convention de financement qui a été signée entre la Commission européenne et le Gouvernement Burundais le 20 octobre 2017.

Il est mis en œuvre dans les 18 provinces du pays par 19 consortia regroupant plus de 40 opérateurs : Organisations Non-Gouvernementales, Agences de coopération des États membres de l'UE et Agences onusiennes, organisations et associations locales.

Avec son approche multisectorielle, le programme se décline en trois composantes :

- **TUBEHONEZA** : Le **développement rural** pour réduire la malnutrition et l'insécurité alimentaire ; la **cohésion sociale et le genre** pour promouvoir une cohabitation pacifique entre les communautés ; la **prévention et gestion des risques des catastrophes** afin de prévenir les catastrophes et apporter une réponse rapide et efficace lorsqu'elles surviennent ;
- **TWITEHO AMAGARA** : La **santé** pour accroître l'accessibilité et la qualité des services de santé, et pour répondre aux besoins des populations en situation d'urgence de santé publique.
- **UMUCO W'ITEREMBERE** : L'**énergie** pour favoriser l'accès à un service énergétique de base moderne, efficient et durable.

Après environ une année de mise en œuvre conjointe de ces trois composantes, l'Union européenne souhaite organiser une Journée entièrement consacrée au Programme Résilience.

2. Objectif de la Journée Résilience

Cet atelier a pour objectif général la présentation générale du programme et du concept Résilience à l'ensemble des parties prenantes, il vise également le renforcement des synergies entre elles au niveau opérationnel afin d'atteindre les stratégies et les objectifs des plans nationaux.

3. Objectifs spécifiques

1. Présentation du programme Résilience et de ces trois composantes
2. Renforcement de la coordination sectorielle
3. Échanger sur la cohérence et l'alignement de l'approche par rapport au contexte et stratégies et plans nationaux

4. Résultats attendus

- a) Tous les participants ont les bases théoriques sur la Résilience ;
- b) Tous les participants connaissent et comprennent l'approche intégrée et intersectorielle du programme Résilience, et les contributions des trois programmes sectoriels (Tubehoneza, Twiteho Amagara et Umuco w'Iterambere) ;
- c) Tous les participants connaissent les résultats atteints par le programme Résilience à ce jour, et comprennent l'impact de l'approche sur la réduction de la pauvreté, le renforcement des capacités et du bien-être des ménages, lorsque les trois composantes les ciblent simultanément ;
- d) La coopération et la collaboration entre le Gouvernement du Burundi, les bailleurs de fonds et les organisations opérationnelles est renforcée autour de l'approche Résilience, et ils s'engagent à la répliquer à chaque fois que ce sera possible ;
- e) Toutes les organisations opérationnelles et chaque consortium fait connaître ses activités, résultats et approches différenciées ;

5. Organisation générale

L'organisation générale de la Journée Résilience est décrite dans l'agenda ci-joint, la date proposée est celle du vendredi 15 octobre 2021 à l'Hotel Club du Lac Tanganyika.

Cet atelier sera caractérisé par trois moments principaux :

- Première session du matin : il s'agit d'une session à caractère plus institutionnel/protocolaire, dédiée aux mots d'allocution des hautes autorités gouvernementales invitées à venir ouvrir l'événement, suivis de ceux de l'Ambassadeur/ Chef de Délégation de l'UE au Burundi.

-
- Deuxième session du matin : présentation du programme Résilience et de ses trois composantes sectorielles (Tubehoneza, Twiteho Amagara et Umuco w'Iterambere), des résultats déjà atteints et des activités en cours de mise en œuvre.
 - Session de l'après-midi : échange avec cinq panelistes (représentant du Ministère en charge de l'agriculture, représentant du Ministère en charge de la santé, représentant du Ministère en charge de l'énergie, représentant de la Délégation de l'UE, représentant des partenaires techniques et financiers) et ensuite avec l'ensemble des participants sur l'approche intégrée et multisectorielle développée dans le cadre du programme Résilience, ses défis et opportunités.

Une pause-café / thé sera servie aux participants à proximité de la salle plénière de 10h30 à 11h00, et un repas sera offert pendant la pause de midi de 13h00 à 14h15.

19 stands sont disséminés dans le jardin et actifs toute la journée. Ils présentent les activités de chacun des consortia en charge de la mise en œuvre du programme Résilience. Les participants peuvent aller les visiter à leur arrivée, lors des pauses ou en fin de journée.

Tous les coûts liés à l'organisation de cet événement seront pris en charge par l'Assistance Technique de l'Union européenne.

6. Participants à la Journée de la Résilience

Le public visé par cet atelier est le suivant :

- Autorités nationales impliquées dans la mise en œuvre et le suivi des trois programmes sectoriels.
- Partenaires de mise en œuvre des trois programmes sectoriels.
- Partenaires techniques et financiers intervenants au Burundi dans les secteurs clés de la Résilience.

Agenda

HORAIRE	SESSIONS	INTERVENANT(S)
08h30 - 09h30	Arrivée et installation des participants	Tous
09h30 - 10h30	Cérémonie d'ouverture de la Journée	<ul style="list-style-type: none"> • M. le Représentant du Maire de Bujumbura • L'Ambassadeur de l'UE • M. le Représentant du Ministre des Affaires Étrangères
10h30 - 11h00	Photo de famille et point presse Pause thé / café Temps pour la visite des stands	
11h00 - 11h05	Présentation de l'agenda de la Journée	Assistance Technique
11h05 - 11h15	Présentation du concept de Résilience	Assistance Technique
11h15 - 12h00	Présentation du Programme Résilience au Burundi	Représentant de l'Union européenne Assistance Technique et Facilitation inter-consortia
12h00 - 12h15	Présentation de la mission d'évaluation des effets du programme Résilience	Assistance Technique
12h15 - 12h45	Questions & Réponses	Tous
12h45 - 13h00	Projection d'un film : La Résilience en Images	Équipe communication
13h00 - 14h15	Pause déjeuner Temps pour la visite des stands	
14h15 - 16h30	Panel	Assistance Technique Panelistes (deux ministères sectoriels, un Gouverneur, l'Union européenne et le <i>Policy Advisory Group</i>) Tous
16h30 - 16h45	Bilan de la Journée	Assistance Technique
16h45 - 17h00	Clôture de la Journée	Représentant UE
17h00 - 18h30	Cocktail	